

Commission : Sommet international de Madrid UE-MERCOSUR-USMCA

Problématique : Quel futur pour les relations de coopérations transatlantiques face aux transformations géopolitiques récentes ?

Auteur : Brésil

Le 31 octobre 2022, monsieur le président Lula débutait un 3^{ème} mandat présidentiel marquant le rejet du populisme d'extrême droite incarnée par Jairson Bolsonaro à l'avantage du Parti des travailleurs, de gauche. En effet, J. Bolsonaro a souffert d'une gestion chaotique de la crise de la Covid-19 mais également de menaces de sanctions économiques provenant de l'Union Européenne si aucune mesure n'était prise pour lutter contre la déforestation de l'Amazonie.

D'autre part, nous sommes membre fondateur de l'alliance économique MERCOSUR, qui regroupe également l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay et qui a pour objectif principal de promouvoir la libre circulation des biens, des services et des personnes entre ses membres. Nous sommes sans nul doute l'acteur principal de cette coopération avec un P.I.B qui s'élève à hauteur de 1,6 milliards de dollars soit 75% du P.I.B total de MERCOSUR. Ce chiffre reflète notre puissance économique qui nous classe parmi les pays émergeant fort de nombreux avantages naturels tels que de grandes réserves de minéraux, le 5^{ème} plus grand territoire regroupant 8,5 millions de kilomètres carré soit 17 fois la taille de la France et la forêt amazonienne qui, par son exploitation controversées, crée une dégradation des relations internationales.

Malgré tous ces avantages, nous avons sombrés en 2016 dans une crise économique du a la baisse des prix des matières premières que nous vendons massivement ce qui a causé une récession de 3,5%, une inflation de 10,7% et un taux de chômage record de 13,7%. Cette crise a décuplé les inégalités déjà très présente. Aujourd'hui, un citoyen brésilien sur deux n'a pas les moyens de s'offrir trois repas par jour.

Nous pouvons donc affirmer que le Sommet international de Madrid UE-MERCOSUR-USMCA se présente comme un tournant pour les relations transatlantique entre l'union européenne et le Brésil. Tout d'abord, l'accord signé en 2019 pour la baisse progressive des tarifs douaniers entre l'UE et MERCOSUR n'a toujours pas été ratifié et certains pays européen s'oppose à cet accord en raison de préoccupations environnementales et sociales à l'instar de la France, le Benelux, la république d'Irlande... La mise en place de cet accord serait bénéfique pour les deux blocs car cela réduirait les barrières tarifaires et non-tarifaires et faciliterait les échanges commerciaux.

En outre, ce sommet vise également à encourager l'investissement entre nos deux blocs en créant un environnement favorable aux investisseurs et en renforçant les liens entre les entreprises transatlantiques.

Enfin, la lutte contre le changement climatique et le développement durable seront au cœur des débats car depuis des années, nous cherchons un coupable du réchauffement climatique au lieu de se concentrer sur ce qui importe vraiment : trouver des solution. Finalement, il est important d'aborder la question des flux migratoires qui s'ils ne sont pas contrôlés peuvent nuire considérablement à nos pays respectifs.

De notre côté, nous arrivons à ce sommet pleins d'espoirs, d'ambitions et surtout de bonne volonté. En effet, les récentes réformes de monsieur le président Lula promette une politique de préservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique à travers des actions pour réduire la déforestation de l'Amazonie. Après une année 2022 battant le malheureux record de 9494 km carré de forêt déforesté ces actions ont rapidement été mise en place puisque depuis janvier, la déforestation a baissé de 61% et l'objectif est d'arrêter totalement la déforestation d'ici 2030. Les inquiétudes européennes quant a l'impact du Brésil sur le changement climatique ont donc été entendu et nous recherchons activement un moyen de réduire notre empreinte carbone. En effet, ce sont déjà 73 millions d'arbres qui ont été planté sur plus de 30 000 hectare depuis 2017 par des ONG Rainforest que nous avons en partie financé.

D'autre part, nous sommes toujours favorable a l'Accord d'Association UE-Mercosur énoncé en 2019 et nous pensons que la réunion de nos délégations permettra de convaincre les pays encore défavorable ou hésitant à signer cet accord en modifiant certains termes et en faisant part de nos convictions et de nos objectifs.

Nous menons également une traque active des cartels de drogue et des groupes de crimes organisées dans les favelas qui nuise tous nos états. Étant donné qu'une grande partie de ces drogues sont illégalement exporté vers des pays européen, nous espérons que durant ce sommet, nous puissions tous ensemble trouvé des solutions à ce trafic. Enfin, pour aborder le sujet de la guerre

Russo-Ukrainienne, nous sommes évidemment affecté par cette guerre mais pour notre part, nous avons d'autres priorités intra-étatique et c'est pour cela que nous refusons d'envoyer des armées dans l'un des deux camps tant qu'aucun de nos alliés n'ai été directement touché. Il est également important d'

Nous proposons alors plusieurs solutions pour répondre à ces inquiétudes. Du côté de l'environnement, la lutte contre la déforestation et le réchauffement est déjà en marche depuis 2016 et la signature des accords de Paris mais plus que jamais depuis le début du mandat de notre nouveaux président et la mise en place d'un plan national de promotion des énergies renouvelables. C'est en ce sens que nous nous sommes présentés a l'organisation de la COP 30 afin de lancer une campagne de sensibilisation directement au sein du peuple car nous pensons sincèrement que la réussite d'une action a l'échelle d'un état commence par une prise de conscience individuelle de chacun.

En ce qui concerne l'Accord d'Association UE-Mercosur, nous pensons qu'il est vraiment temps, après plus de 20 ans de négociations, de mettre en place de manière concrète les mesures préconisé par cet accord afin de sortir de cette période d'inflation massive et de stagnation économique entraîné par un enchainements d'aléas défavorable (surtout a pandémie du Covid et la guerre Russo-Ukrainienne).

Enfin, nous préconisons qu'ensemble, nous renforçons les dispositifs de sécurités aux aéroports pour réduire l'exportation de drogues par voix aérienne et que nous augmentions le budget de sécurité maritime en engageant plus de gardes côtes et de polices maritimes afin de faire d'une pierre deux coups en réduisant les trafics de drogues par voie maritime et l'immigration clandestine.